

Solidarité avec les 12 militants « BDS » de MULHOUSE

10 millions de palestiniens vivent aujourd'hui dans des conditions indignes de notre époque en raison de l'occupation militaire israélienne, du mur de séparation long de plus de 700 km, de la colonisations galopante en Cis-Jordanie, particulièrement à Jérusalem Est, du blocus de Gaza, des milliers de prisonniers politiques, du refus de l'Etat d'Israël de mettre en œuvre une solution pacifique et acceptable au problème des réfugiés chassés de leurs terres en 1948 et 1967, et des discriminations faites à l'égard des populations non juives en Israël.

Nous ne soutenons pas un peuple contre un autre... nous défendons le Droit International, les Droits de l'Homme, les droits du peuple palestinien à vivre sur ses terres, dans un Etat palestinien et le droit des citoyens israéliens non juifs à l'égalité civique... des principes universels, inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui est à la base de la Charte des Nations Unies... des principes bafoués depuis plus de 60 ans par les gouvernements successifs Israéliens forts de l'impunité que leur accordent les grandes puissances occidentales et raison pour laquelle depuis 60 ans, la région entière est sous tension.

Après la condamnation de la construction du mur par Israël sur les terres palestiniennes occupée, et devant l'inertie des grandes puissances pour faire respecter le Droit par Israël, la société civile palestinienne, avec plus de 180 associations, syndicats et partis politiques ont appelé les citoyens du monde à la solidarité, en lançant une campagne internationale

« Boycott/Désinvestissement/Sanctions »

pour mettre fin à l'impunité de l'Etat d'Israël.

Une campagne qui fait écho à la formidable campagne de solidarité par le boycott qui avait contribué à abattre le régime d'apartheid en Afrique du Sud et à libérer Nelson Mandela et ses camarades. Une campagne qui se développe aujourd'hui dans de nombreux pays. Une campagne soutenue par de nombreuses associations citoyennes israéliennes et sur tous les continents dans de très nombreux pays par de très nombreux associations, syndicats et partis politiques attachés aux libertés et à la défense des Droits de l'Homme.

Dans cette campagne, il n'est question que de défense des Droits de l'Homme, du Droit International et des droits du peuple palestinien. Il n'est ni question de haine contre une catégorie de population, ni de discrimination à l'égard d'une culture ou d'une religion.... bien au contraire : nous défendons l'égalité des droits pour tous, en Palestine comme en Israël.

Pourtant, en France, plus de 80 militants sont poursuivis par la justice, sur ordre du gouvernement, en raison de leur participation à cette campagne : ils sont accusés d'incitation à la haine raciale, d'antisémitisme et d'appel à la discrimination !!

Ils sont 12 à Mulhouse à être poursuivis pour cette raison depuis trois ans ! Ils ont été relaxés en première instance au nom de la liberté d'expression, mais le procureur a fait appel de ce jugement.

Le 16 octobre prochain se tiendra à Colmar l'audience en appel.

La relaxe prononcée en première instance doit être confirmée !

Il en va de la liberté d'expression dans notre pays !

Nous appelons à la solidarité avec nos camarades injustement accusés.

Nous vous invitons à exprimer votre soutien en participant

Au meeting de solidarité le 15 octobre Foyer Hoffet à Colmar (rue Gustave Aldolphe) à 19h30

avec la participation de :

Michel Warshawski [citoyen israélien originaire d'Alsace. Son père a été le Grand Rabin de Strasbourg de 1970 à 1987. Il reçu le 10 décembre 2012 le **Prix des Droits de l'Homme de la République Française** pour sa lutte en Israël contre l'impunité des Etats],

Nicole Kiil Nielsen [députée Européenne EELV/Les Verts, qui intervient régulièrement avec ses collègues parlementaires pour demander que le Parlement Européen fasse respecter les droits du peuple palestinien],

Eric Hazan [Editeur, qui a publié de nombreux livres sur la Palestine, notamment sur la campagne BDS].

Ils seront témoins à l'audience du lendemain.

Au un rassemblement de soutien devant la Cour d'Appel de Colmar le 16 octobre
jour de l'audience à partir de 8 heures.

Pour la défense des droits du peuple palestinien Pour la défense des libertés en France

Meeting et Manifestation sont organisés par le collectif Palestine68.

(AFPS68, ATTAC68, LDH, CCFD, REDA, Justice pour la Palestine, PCF68, PG68, EELV/Les Verts)